



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DREAL Bretagne**

Unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 Quimper

Quimper, le 18 SEP. 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SA CARRIERES DE KERGUILLO**

2 rue Albert Rolland  
29200 Brest

Références : ENV-D-25. 425

Code AIOT : 0005503814

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2025 dans l'établissement SA CARRIERES DE KERGUILLO implanté au lieu-dit « Moulin du Vern » à Kernilis (29260). L'inspection a été annoncée le 09/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SA CARRIERES DE KERGUILLO
- Moulin du Vern 29260 Kernilis
- Code AIOT : 0005503814
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARRIERES KERGUILLO exploite au lieu-dit MOULIN DU VERN sur la commune de KERNILIS, une carrière à ciel ouvert de granite et les installations annexes de premier traitement des matériaux. La surface de l'établissement est de 40 825 m<sup>2</sup>.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Gestion de l'établissement - Aménagement - Bornage	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.7.1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Prévention de la pollution atmosphérique - Poussière	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 3.4.2.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Protection des ressources - Effluents - Rejet au milieu	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.2.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Prévention des nuisances sonores - Bruits	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 6.2.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Prévention des risques - Incendie - Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 22/05/2022, article 7.3.1.3.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative - Installations	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 1.1.4.	Sans objet
2	Bénéficiaires et portée de l'autorisation - Garanties Financières	Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 1.4.2.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Gestion de l'établissement - Conduite d'exploitation - déchets extérieur	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.6.2.	Sans objet
4	Gestion de l'établissement - Aménagement - Affichage	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.7.1.1.	Sans objet
6	Gestion de l'établissement - Aménagements - Clôture et accès	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.7.1.3.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé 5 écarts sur les 10 points de contrôle des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2022.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative - Installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 1.1.4.			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques de la nature / volume des activités des installations			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Rubrique	Nature / Volume des activités	Volume demandé	Régime <sup>(*)</sup>
2510-1	Exploitation de carrières.	40 000 t/an de granite en production maximale	A
2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non	1 installation mobile de 780 kW	E

	<p>dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.</p> <p>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW.</p>		
--	--	--	--

(\*) A : autorisation ; E: enregistrement .

#### Constats :

L'exploitant a fourni lors du contrôle les quantités d'extraction de matériaux de produits nus finis. Aucun dépassement de capacités maximales autorisées n'est observé au cours des 3 années suivantes : 2022 : 0 tonne ; 2023 : 0 tonne ; et 2024 : 1 000 tonnes.

L'inspection des installations classées n'a pas contrôlé l'activité de broyage/concassage/criblage et nettoyage de mélange de pierres cailloux, ni la puissance installée de l'ensemble des machines, compte tenu du fait qu'aucune machine de ce type n'était présente le jour du contrôle.

Toutefois, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées, par courriel du 27 août 2025, les fiches techniques des machines intervenants, selon ses déclarations (orale et écrite), sur le site de l'établissement lors des campagnes. Ces machines sont : 1 concasseur Lokotrack LT110 (puissance 310 kW) et 1 cribleur Lokotrack LT330 (puissance 470 kW), soit un ensemble cumulé de puissances de 780 kW.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Bénéficiaires et portée de l'autorisation - Garanties Financières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 1.4.2.

**Thème(s) :** Situation administrative, Montant des garanties financières

#### Prescription contrôlée :

Le montant des garanties financières est calculé selon les indications de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état prévues par la législation des installations classées.

Les garanties financières sont établies pour la durée de l'exploitation de 30 ans et pour la durée de remise en état du site. Leur montant en fonction de la période est de :

Périodes	TOTAL TTC EN €
Phase 1 - 0 - 5 ans	50 528 €
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis avant le contrôle une copie de l'acte de cautionnement solidaire, établis par la société d'assurance-crédit et caution Groupama en date du 1er décembre 2023, et valable du 1er décembre 2024 au 19 mai 2027. Cette période est établie pour la période de la phase 1 de 0 à 5 ans.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

**N° 3 : Gestion de l'établissement - Conduite d'exploitation - déchets extérieur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.6.2.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets en provenance de l'extérieur
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accueil de déchets inertes en provenance de l'extérieur est interdit.
<b>Constats :</b> L'inspection de l'environnement en charge des installations classées n'a pas constaté de déchets dans l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Gestion de l'établissement - Aménagement - Affichage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.7.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Affichage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"> <li>. son identité,</li> <li>. la référence de l'autorisation,</li> <li>. l'objet des travaux,</li> <li>. l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté qu'un panneau indique l'identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. Ce panneau est placé sur la barrière d'accès au site de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 5 : Gestion de l'établissement - Aménagement - Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.71.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le périmètre de la zone d'extraction compris dans la présente autorisation est matérialisé par des bornes placées en tous les points nécessaires à la délimitation de ces terrains.  Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état.  L'une de ces bornes, fixe et invariable, est nivelée par référence au Nivellement Général de la France (N.G.F.)
<b>Constats :</b> L'inspection de l'environnement en charge des installations classées n'a pas constaté la présence de bornes de délimitation, ni de borne nivelée par référence au Nivellement Général de la France (N.G.F.) au sein de l'établissement. L'exploitant a confirmé qu'aucune borne de délimitation n'existe sur le périmètre de l'établissement. Toutefois, il a mentionné le fait qu'il a pris l'attache d'une société spécialisée (expert-géomètre) afin de respecter la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 6 : Gestion de l'établissement - Aménagements - Clôture et accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.71.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture et accès
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès à toute zone dangereuse sera interdit par une clôture solide et efficace.  Les accès et passages seront équipés de barrières ou de portails.  Le danger que représente l'exploitation de la carrière sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part en périphérie.  Durant les heures d'activité, l'accès sur la carrière est contrôlé.  Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et aux installations.
<b>Constats :</b> L'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté que le périmètre de l'établissement autour de la zone actuellement exploitée (partie Sud/Ouest - phase 1) est entouré de talus avec de la végétation dense difficilement franchissable.

Le contrôle du périmètre de l'établissement a été réalisé par sondage.

Au niveau de la voie communale à l'entrée de l'établissement, un portail en métal est présent et ferme à clef avec un cadenas. Toutefois, à droite, un espace libre sans végétation est présent sur environ 1,5 à 2 mètres linéaires. L'accès est donc possible aux personnes étrangères à l'établissement.

A ce constat, l'exploitant a répondu, par courrier électronique le 1er septembre 2025, en fournissant un justificatif (illustré par deux photographies) de l'action corrective (grillage et poteaux) mise en place. L'inspection de l'environnement en charge des installations classées prend acte de cet ajustement.

Par ailleurs, des pancartes signalant le danger sont présentes sur le portail d'entrée (1) et sur le talus en partie Nord (2) de la zone (phase 1) actuellement exploitée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Prévention de la pollution atmosphérique - Poussière

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 3.4.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi et mesures des émissions de poussières

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre un suivi des retombées de poussières par jauges de retombées dans le respect de la norme NF X 43-014.

Il réalise le contrôle des niveaux d'empoussièrement, à minima durant 4 campagnes consécutives, en période de fonctionnement du concasseur mobile.

La campagne est réalisée au moyen de trois jauges de retombées :

- une jauge témoin correspondant à un lieu non impacté par l'exploitation de la carrière,
- une jauge implantée en limite de site, sous les vents dominants,
- une jauge implantée à proximité immédiate de l'habitation la plus proche sous les vents dominants.

Si, à l'issue de ces 4 campagnes, les résultats sont inférieurs à 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges, la fréquence du contrôle deviendra annuelle.

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées les rapports du 24/04/2025 et 16/12/2024 du bureau d'études Tera Environnement.

Ces documents ne relèvent pas de dépassement des valeurs limites autorisées.

Toutefois, la norme NF X 43-014 n'est pas utilisée pour ces analyses comme prescrite. Le bureau d'études l'a remplacée par la norme NF X 43-007 qui ne requiert pas la même instrumentation de mesure.

Par ailleurs, ces rapports ne précisent pas si les analyses ont été réalisées en période de



fonctionnement du concasseur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Protection des ressources - Effluents - Rejet au milieu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.2.2.	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristique du point de rejet	
<b>Prescription contrôlée :</b> Le point de rejet présente les caractéristiques suivantes :	
<b>Point de rejet vers le milieu récepteur</b>	<b>N° 1</b>
Coordonnées (Lambert 93)	X : 154 274 - Y : 6 854 546
Nature des effluents	Eaux de ruissellement et d'exhaure, rejetées après pompage des eaux dans le bassin de fond de fouille
Exutoire du rejet	Milieu naturel
Milieu naturel récepteur	Affluent rive droite de l'Aber Wrac'h
Débit horaire maximum	50 m <sup>3</sup> /h
<p>Le <b>point de rejet est équipé d'un compteur</b> permettant de mesurer le volume rejeté au milieu. Les opérations de pompage puis rejet des eaux d'exhaure n'est réalisé qu'en présence de personnel.</p>	
<p><b>Constats :</b> L'inspection de l'environnement en charge des installations a constaté que l'établissement ne dispose pas de point de rejet des eaux de ruissellement et d'exhaure, issues du bassin de fond de fouille, dans le milieu naturel. L'exploitant ne réalise donc pas les contrôles prescrits aux articles 4.3.1 et 4.3.2 de l'arrêté préfectoral.</p>	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois	

**N° 9 : Prévention des nuisances sonores - Bruits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 6.2.
---

**Thème(s) :** Risques chroniques, Niveaux acoustiques - Valeurs limites d'émergence

**Prescription contrôlée :**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	Établissement à l'arrêt
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	Établissement à l'arrêt

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan en annexe 3 du présent arrêté.

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées les rapports d'essais de mesures acoustiques du 12/05/2025 de la société APAVE et du 28/07/2025 de la société ETUDES-CONSEIL-ENVIRONNEMENT.

Le rapport de la société APAVE du 12/05/2025 n'est pas conclusif et mentionne "*en absence d'activité sur site*".

Le rapport de la société ETUDES-CONSEIL-ENVIRONNEMENT du 28/07/2025 mentionne que les mesures ont été réalisées en période de "*nettoyage des sols, regroupement de terres, et arrachement de branchages et hautes herbes*". Or, ce contrôle doit être effectué "*en période de fonctionnement du concasseur*".

Par ailleurs, la localisation des stations de mesures n'est pas conforme à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2022.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 :** Prévention des risques - Incendie - Ressources en eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/05/2022, article 7.3.1.3.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte incendie - Ressources en eau

**Prescription contrôlée :**

Le site est équipé d'une réserve en eau de 120 m<sup>3</sup> au moins, installée avant mise en service de l'installation.

Les modalités d'aménagement de la réserve en eau doivent être validée par le service prévention du SDIS.

**Constats :**

L'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté l'absence de réserve en eau pour la lutte contre les incendies.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois